

Une loi de l'économie veut que lorsqu'un secteur de l'économie canadienne est touché par un événement quelconque, les autres secteurs sont directement touchés aussi. On en voit un exemple dans la baisse des commandes passées à leurs fournisseurs par les entreprises pétrolières du parc industriel Nisku. Le budget fédéral et le Programme énergétique national ont fait ralentir les activités de ces entreprises et leur ont fait perdre des ventes, ce qui, par ricochet, les oblige à réduire leurs dépenses pour du matériel et leurs stocks.

Notre enquête nous a permis de dresser une liste des fournisseurs de l'Alberta et de l'est du Canada qui ont été touchés par cette réduction des dépenses.

Le document énumère ensuite des dizaines d'entreprises et d'industries qui ont été touchées par le bill C-48 et par le Programme énergétique national. On y lit ensuite ceci:

À la suite des réductions ou des annulations de commandes faites par les 41 compagnies qui ont répondu à notre sondage, les fournisseurs de l'Est ont perdu \$1,470,000 en recettes au cours du dernier trimestre de 1980. On prévoit que ces mêmes 41 entreprises feront perdre environ \$20,000 aux fournisseurs de l'Est en 1981.

Rien d'étonnant à ce qu'il y ait des mises à pied et un chômage élevé dans l'est du Canada. Le document traite en long et en large de l'incidence du PEN sur l'ensemble de l'industrie canadienne. Il est malheureux que le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. MacLaren) n'ait pas lu ce document. Il arrive presque tous les jours que l'on apprenne, par l'entremise de divers documents, l'exode aux États-Unis d'une entreprise ou de capitaux importants par suite de la politique libérale, et rien n'est fait pour empêcher de telles choses. On peut lire ceci dans le numéro d'octobre de l'*Energy Month*!

Mais, malgré la marge de sécurité que leur fournit le marché américain, tous les manufacturiers savent qu'ils sont vulnérables sans les ventes canadiennes. Wally Kuchar, président de la société Tri-Service Machine Ltd., ne mâche pas ses mots lorsqu'il décrit la situation: «Si ce n'était de la politique américaine de Reagan, il nous faudrait licencier la moitié de notre personnel».

N'avons-nous pas une merveilleuse politique, ici, au Canada? L'article poursuit ainsi:

Gus Carscadden exprime le même point de vue: «Sans les États-Unis, nous serions aux abois.» D'autres fabricants partagent aussi cette opinion.

J'ai ici un document sur la situation qui existe en Alberta. Il y a quelques mois, on l'appelait le rapport sur les pertes numéro quatre. Le nombre de pertes ne cesse évidemment d'augmenter. D'après le document, la Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors a publié, depuis que le gouvernement a annoncé son Programme énergétique national le 28 octobre 1980, des rapports périodiques sur le nombre de derricks qui partent pour les États-Unis. Or, il semble qu'entre octobre 1980 et mars 1981, 114 derricks et 49 installations d'entretien sont partis vers les États-Unis. N'est-ce pas extraordinaire? N'est-ce pas ce dont nous avons besoin? Quelle merveille que ces folles politiques socialistes. De plus, du 1<sup>er</sup> avril 1981 à août 1981...

**M. Waddell:** C'est seulement pour l'Alberta.

**M. McKenzie:** ... 75 derricks devaient partir et 58 installations d'entretien étaient inemployées. C'était la situation à l'été de 1981. Il y avait 124 derricks et 126 installations d'entretien qui ne produisaient plus. Comment cela doit-il nous aider à devenir autonomes au point de vue énergétique?

[Français]

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre! Comme il est 6 heures du soir, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

## Pétrole et gaz du Canada—Loi

[Traduction]

### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

**M. McKenzie:** Monsieur l'Orateur, avant la pause du souper, je parlais des sociétés de forage et d'intendance qui ont été forcées d'aller s'établir ailleurs à cause de la politique énergétique du gouvernement fédéral et du bill C-48. Je tiens à terminer ce que j'avais commencé à dire. On a signalé que la moitié des derricks installés au Canada en 1980 seraient inactifs ou partis aux États-Unis vers le milieu de 1981 et que les derricks déménagés aux États-Unis, sans espoir de retour, durant cette période, représentent un investissement de 850 millions de dollars. Cet exode représente une perte de 20,000 emplois. Pourtant, on nous dit que c'est dans notre intérêt.

J'ai parlé tout à l'heure des renseignements que le ministre d'État chargé de la condition physique et du sport amateur donnait à ses électeurs. Je tiens à féliciter mon collègue le député de Halifax-Ouest (M. Crosby) qui a reproché à ce ministre d'induire ses électeurs en erreur sur le prix de l'essence. J'ai choisi une page de la publicité que le ministre responsable de la condition physique et du sport amateur envoie à ses électeurs. Il y signale que le prix de l'essence en 1981, en vertu de la formule MacEachen, sera de \$1.36 le gallon. Nous savons parfaitement bien que l'essence ne coûte pas \$1.36 le gallon, mais bien \$1.74 et même plus. Comment pouvons-nous croire la moindre chose que les libéraux nous disent quand on sait qu'ils envoient ce genre de renseignements trompeurs à leurs électeurs? Je présume qu'ils le font partout au Canada. C'est pourquoi je réitère mes félicitations au député de Halifax-Ouest pour avoir démasqué ce ministre de la Couronne, ce grand libéral qui donne ce genre de renseignements à ses électeurs.

Au début de la journée, nous avons entendu un débat sur les grands bienfaits que le Canada retire de la nationalisation de l'industrie. Je n'ai encore rien vu qui me fasse partager ce point de vue. J'aimerais rappeler certains commentaires d'un autre de mes collègues, le député de Capilano (M. Huntington). Comme en fait foi le Hansard du 29 octobre 1981, à la page 12322, voici ce que le député de Capilano a dit:

Je me demande pourquoi la Suède qui est considérée comme un véritable paradis socialiste, comme un pays de cocagne pour les masses, a fait une telle volte-face sur le plan de la nationalisation que moins de 5 p. 100 des entreprises appartiennent maintenant à l'État.

Les Suédois ont appris leur leçon en ce qui concerne la nationalisation, l'ingérence de l'État dans les affaires du secteur privé, le refoulement de l'entreprise privée hors du pays, et ainsi de suite. Ils ont réduit à 5 p. 100 la propriété étatique. Je n'ai entendu aucun des députés néo-démocrates faire mention de cela.

Il est étonnant de voir combien de personnes d'un bout à l'autre du Canada, ayant fait des recherches sur les politiques énergétiques, sur le Programme énergétique et sur le bill C-48 du gouvernement libéral, en ont exposé toutes les faiblesses. Voici ce que disait un récent article de journal à Calgary:

Selon un rapport du Canadian Energy Research Institute, la probabilité que le Canada puisse atteindre l'autosuffisance pétrolière avant 1990 est «à peu près nulle».

L'organisme affirme que les importations de pétrole prévues atteindront un sommet de 83,700 mètres cubes ou 526,000 barils par jour en 1985, soit une quantité équivalente à 28 p. 100 de la demande intérieure.

«L'objectif que s'est fixé le gouvernement libéral, c'est-à-dire l'autosuffisance d'ici 1990, ne sera vraisemblablement pas atteint à moins d'une modification